

Données personnelles

Finalités du traitement et protection des données

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), la Direction générale de l'alimentation (DGAL), la Direction générale de la prévention des risques (DGPR) et la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) mettent en œuvre le site d'information du public sur les rappels de produits, de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux en application de l'article L. 423-3 du Code de la consommation et de l'article L. 205-7-1 du Code rural et de la pêche maritime.

Ce dispositif est décrit dans l'arrêté relatif à la déclaration dématérialisée sur un site internet public par les professionnels de rappels de produits, de denrées alimentaires ou d'aliments par animaux et a fait l'objet d'un avis de la Commission Nationale de L'Informatique et des Libertés (CNIL), en application de l'article L. 423-3 susmentionné.

L'arrêté est consultable sur le site Légifrance à l'adresse suivante : [Arrêté du 20 janvier 2021 relatif à la déclaration dématérialisée sur un site internet public par les professionnels de rappels de produits, de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux](#)

La finalité du site gouvernemental interministériel <https://rappel.conso.gouv.fr> est de :

- permettre aux opérateurs de déclarer de manière dématérialisée les rappels de produits, de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux afin de satisfaire à leurs obligations déclaratives ;
- permettre aux agents des services de l'Etat habilités en raison de leur attribution de valider un rappel créé par un opérateur, en créer à leur initiative, publier des rappels ou des informations à destination du public sur les rappels ;
- permettre aux consommateurs d'être informés des rappels de produits, de denrées alimentaires ou d'aliments pour animaux publiés sur le site public mis à leur disposition ou de toute autre information utile

L'utilisation de ce service est subordonnée à l'acceptation au préalable par l'utilisateur du service des conditions générales d'utilisation du site.

Conformément au référentiel général de sécurité (RGS), l'application a été présentée en commission d'homologation qui a autorisé son exploitation.

Traitement des données personnelles

La DGCCRF, en sa qualité d'exploitant du site, s'engage à n'opérer aucune commercialisation des informations personnelles transmises par l'utilisateur, utilisateur du site professionnel pour ses déclarations, et à ne pas les communiquer à des tiers à l'administration, en dehors des cas prévus par la loi.

Les déclarations issues du site professionnel peuvent faire l'objet d'un retraitement statistique par l'administration dans le cadre de ses missions. Le détail des données traitées est listé en annexe de l'arrêté relatif à la déclaration dématérialisée sur un site internet public par les professionnels de rappels de produits, de denrées alimentaires ou d'aliments par animaux.

Les catégories de données à caractère personnel utilisées sont celles liées à l'identification de l'établissement, de l'administrateur et des utilisateurs rattachés au compte adhérent.

Le service <https://pro.rappel.conso.gouv.fr> a fait l'objet d'un dossier de conformité à la protection de la vie privée auprès du délégué à la protection des données des ministères économiques et financiers.

Les informations publiques enregistrées sont utilisées en vue d'informer les consommateurs (voir le détail de ces informations en annexe de l'arrêté).

Les informations privées sont destinées à l'administration afin de valider la publication du rappel (voir le détail de ces informations en annexe de l'arrêté). Elles peuvent être communiquées aux destinataires suivants : l'exploitant du site, les agents en charge des missions de la DGCCRF et de la DGAL affectés dans les services centraux ou territoriaux.

Pour toute question relative à la déclaration ou problème technique non traité dans la foire aux questions, il est possible de contacter l'assistance via le formulaire dédié. Ce formulaire de contact limite la collecte des données personnelles au strict nécessaire afin de pouvoir traiter les demandes d'assistance.

Les informations présentes sur le site public ne comportent pas de données nominatives et sont mises à disposition de manière libre et gratuite sur le site <https://data.economie.gouv.fr> à fréquence régulière. Plus d'informations dans la rubrique « Open data ».

Utilisation des témoins de connexion ("cookies")

Le Service utilise des cookies de connexion et de suivi d'audience.

Afin de prévenir une usurpation d'identité, l'ensemble des actions se déroulant sur le site sont tracées dans des fichiers de journal (logs) et conservées durant six mois.

Par défaut, les logs dont l'ancienneté est supérieure à six mois sont supprimés du système. Les traces applicatives contiennent notamment les informations suivantes :

- Adresse IP Client
- Login
- Service appelé
- Date de l'évènement

Certains outils de suivi d'audience, correctement configurés pour respecter la vie privée, sont exemptés d'autorisation préalable. Nous utilisons pour cela l'outil Xiti, paramétré pour être en conformité avec la recommandation « Cookies » de la CNIL. Cela signifie par exemple que votre adresse IP est anonymisée avant d'être enregistrée. Il est donc impossible d'associer vos visites sur ce site à votre personne.

Par ailleurs, nous n'utilisons aucun cookie de pistage, publicitaire ou d'appel à des services tiers (réseaux sociaux, par exemple).

Durée de conservation

La durée de conservation des informations et données à caractère personnel mentionnées à l'annexe du présent arrêté est la suivante :

1° Les données à caractère personnel relatives à une fiche de rappel sont conservées pendant une durée maximale de six ans ;

2° Les données à caractère personnel du compte d'un professionnel sont supprimées six mois après la suppression du même compte ;

3° Les informations sur la personne physique, ainsi que la personne morale effectuant la déclaration lorsque cette dernière est un professionnel, sont conservées tant que l'utilisateur dispose d'un accès au compte du professionnel pour lequel il a effectué la déclaration ;

4° Les informations sur un agent d'une autorité administrative traitant les déclarations ou les informations sur les rappels sont conservées tant que l'agent demeure dans la même affectation et exerce les mêmes attributions ;

5° Les informations relatives aux connexions et accès aux différents modules mentionnés à l'article 1er sont conservées pendant une durée qui ne peut excéder six mois à compter du jour de leur enregistrement.

Les informations sur les produits, denrées alimentaires ou aliments pour animaux sont conservées sans limitation de durée.

Droit d'accès aux données

Conformément au Règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, les personnes concernées par ce traitement de données personnelles peuvent accéder aux données les concernant, les rectifier, demander leur effacement.

Le droit à la portabilité et le droit d'opposition ne s'appliquent pas au présent traitement.

Pour exercer vos droits ou pour toute question sur le traitement de vos données vous pouvez contacter l'administrateur gérant le compte de votre entreprise ou le référent de la protection des données de la DGCCRF :

Par voie postale : Le référent protection des données – DGCCRF - Bureau 2D – 59 boulevard Vincent Auriol 75703 Paris Cedex 13.

Par voie électronique : **referent-pod@dgccrf.finances.gouv.fr**

Vous disposez également d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Consultez le site <https://www.cnil.fr/> pour plus d'informations sur vos droits.

Enfin, vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle. L'exercice de ce droit s'effectue auprès de la CNIL :
Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - 3 Place de Fontenoy 75007 PARIS-
<https://www.cnil.fr/>